

BULLETIN D'INFORMATION

LA MARINE ROYALE MAROCAINE INTERCEPTE DES BATEAUX DE MIGRANTS PRÈS DE TAN-TAN ET SAUVE PLUS DE CENT TRENTE-TROIS PERSONNES

Une unité de la Marine royale marocaine a intercepté un bateau pneumatique à 85 kilomètres au sud-ouest de la ville de Tan-Tan, où se trouvaient 52 personnes tentant une migration illégale via les routes maritimes. Parmi les individus secourus se trouvaient 29 citoyens originaires de pays d'Afrique subsaharienne, 17 Marocains et 6 Asiatiques.

Deux autres tentatives de migration illégale ont été également déjouées au sud-ouest de la côte de Tan-Tan par des membres des Forces armées royales marocaines chargés de la surveillance côtière. Ces tentatives ont impliqué la participation de 77 individus originaires de pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie et de Marocains.

Selon un communiqué de l'état-major général des Forces armées royales marocaines, les 133 individus appréhendés ont reçu les premiers soins avant d'être remis aux autorités de sécurité compétentes au Maroc pour prendre les mesures administratives nécessaires.



RAPPORT : LES PLAGES DE CALIFORNIE DEVIENNENT UNE PORTE D'ENTRÉE POUR L'IMMIGRATION ILLÉGALE AUX ÉTATS-UNIS, LES AUTORITÉS APPELLENT AU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES.

Un rapport du Wall Street Journal révèle que les plages de Californie sont devenues une nouvelle porte d'entrée pour l'immigration illégale aux États-Unis, suscitant l'inquiétude et la colère parmi les autorités et les citoyens américains. Le rapport note que les migrants tentant d'éviter la frontière mexicaine arrivent dans le pays via des bateaux partant de La Jolla Shores Beach à San Diego, en Californie, les incidents de contrebande maritime connaissant une augmentation significative ces dernières années, en particulier dans le sud de la Californie. Selon les douanes et la protection des frontières des États-Unis, le nombre de migrants sans papiers entrés illégalement en Californie est passé de 308 personnes en 2020 à 736 migrants en 2023.

Le rapport souligne que les opérations de débarquement des bateaux de migrants ont exacerbé le chaos à San Diego, où la région est devenue la plus active le long de la frontière pour l'immigration illégale. Les autorités fédérales ont enregistré plus de 220 000 appréhensions depuis le début d'octobre dernier, ce qui fait de cette année fiscale la plus chargée depuis des décennies. L'afflux de migrants a largement dépassé la capacité des installations de la patrouille frontalière, contraignant les autorités à libérer plus de 100 000 personnes depuis octobre.

En réponse à ce défi, un porte-parole du gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a appelé le Congrès américain à agir pour renforcer la sécurité aux frontières et améliorer le système d'asile, notant que les autorités locales peuvent toujours collaborer avec leurs partenaires fédéraux sur les cas d'immigration impliquant des criminels sérieux.



L'ARRESTATION DE L'UN DES PLUS GRANDS SUSPECTS DE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS EN IRAK



Un fonctionnaire du gouvernement du Kurdistan irakien a rapporté que Barzan Majid, l'un des principaux suspects de trafic d'êtres humains vers l'Europe, a été arrêté dans la région dimanche matin. Majid et son gang sont soupçonnés de trafic humain par la force à travers la Manche en utilisant des bateaux et des camions depuis des années. La BBC a retracé Majid, également connu sous le nom de "Le Scorpion", jusqu'à la ville de Souleimaniye, où il aurait transporté des milliers de migrants à travers la Manche. L'Agence nationale du crime au Royaume-Uni a confirmé l'arrestation de Majid, et le Procureur public en Belgique a salué cette évolution, affirmant que cela offre une opportunité de voir la justice rendue.

Le Parlement tunisien propose des amendements à la loi sur la résidence étrangère pour lutter contre l'immigration clandestine



Le Parlement tunisien propose des amendements à la loi sur la résidence étrangère pour lutter contre la migration illégale. Les propositions incluent une peine de prison pouvant aller jusqu'à 3 ans pour les étrangers entrant en Tunisie de manière illégale. Le député Mohamed Amine El Wargui souligne la nécessité de modifier la loi pour faire face aux réseaux qui aident à la traite des migrants. Les amendements prévoient des sanctions pour ceux qui aident les étrangers à entrer ou sortir du pays de manière illégale. Les députés du Parlement tunisien attribuent ces amendements à l'augmentation de l'immigration illégale, ce qui a provoqué des tensions dans certaines villes.

LA TUNISIE RENFORCE LES LOIS SUR L'IMMIGRATION : LE PARLEMENT PROPOSE DES SANCTIONS STRICTES POUR LES MIGRANTS ILLÉGAUX

Les membres du Parlement tunisien ont lancé une proposition visant à modifier la loi sur la résidence étrangère, comprenant une peine pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour lutter contre la migration illégale. Dans une déclaration à l'Agence de presse du monde arabe, le député Mohamed Amin Al-Wargui a souligné la nécessité de modifier la loi pour répondre aux défis actuels, en réponse aux appels des citoyens et de la société civile. Al-Wargui a affirmé que les réseaux visant à transporter des migrants en Tunisie nécessitaient une révision des lois. La proposition prévoit des sanctions strictes pour les étrangers en violation des conditions de résidence, alors que la Tunisie cherche à relever les défis des flux de migrants illégaux face aux pressions européennes. Dans un contexte connexe, le pouvoir judiciaire tunisien a ouvert une enquête sur des déclarations moqueuses concernant la migration illégale, suscitant une controverse généralisée.



LE PROCÈS DE 16 ACCUSÉS DANS UNE AFFAIRE DE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS D'ÉGYPTÉ VERS LES ÉTATS-UNIS SE DÉROULE DEVANT LE TRIBUNAL DU CAIRE

Le tribunal pénal du Caire, dans la cinquième colonie du Nouveau Caire, a ouvert aujourd'hui une audience de procès pour 16 accusés dans une affaire de trafic illégal de migrants d'Égypte vers les États-Unis. La séance est présidée par le juge Medbouli Helmi Kasab, président du tribunal, avec parmi ses membres les juges Abdelazim Mohamed El-Ashry, Ahmed Maher El-Gendy, Amir Adel Ramzi, le secrétaire Mohamed Gabr et Islam Ashour.

Les informations fournies lors du renvoi des accusés devant le tribunal pénal révèlent qu'ils ont, avant la date du rapport, créé, avec d'autres inconnus, un groupe criminel organisé visant à faire passer clandestinement des migrants. Ces individus fonctionnent selon une structure organisationnelle spécifique qui se concentre sur la gestion du groupe, l'attribution des tâches, le recrutement des migrants et la transmission des instructions aux autres membres, dans le but de tirer des avantages financiers directs de chaque migrant.

Ils ont commis le crime de trafic de migrants, y compris ceux détenant un statut d'étranger, par l'intermédiaire du groupe criminel organisé, qui a orienté ses efforts vers l'organisation illégale de la migration de migrants par voie aérienne depuis l'Égypte vers les États-Unis. Cette action a constitué une menace pour la vie des migrants et les a soumis à des traitements dégradants et inhumains.



LE PANAMA ANNONCE SON INTENTION D'EXPULSER LES MIGRANTS ARRIVANT PAR LA RÉGION DE DARIEN GAP



Le président élu du Panama, José Raúl Mulino, a annoncé l'intention de son pays d'expulser les migrants se dirigeant vers les États-Unis et entrant dans le pays par la zone forestière dangereuse connue sous le nom de Darien Gap. Mulino a affirmé, dans des déclarations rapportées aujourd'hui vendredi par la British Broadcasting Corporation (BBC), que le processus d'expulsion se déroulera dans le plein respect des droits des personnes expulsées. Il convient de noter que la région de Darien Gap, située à la frontière avec la Colombie, est devenue une voie de transit majeure pour les migrants venant d'Amérique du Sud via l'Amérique centrale et le Mexique, qui aspirent à atteindre les États-Unis à la recherche d'une vie meilleure. .

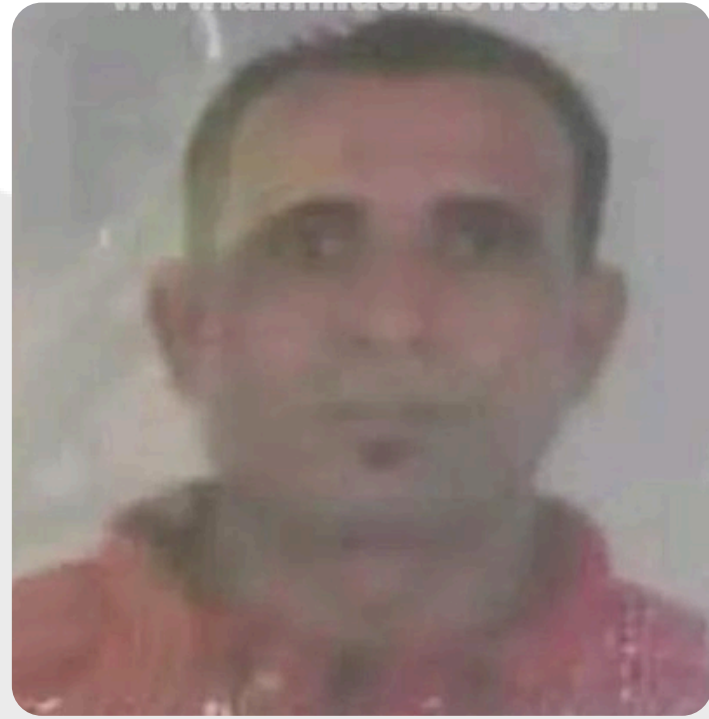
Interception de tentatives de migration clandestine au large du Maroc

Un canot pneumatique a été intercepté par une unité navale appartenant à la Marine royale marocaine à 85 kilomètres au sud-ouest de la ville de Tan-Tan. Le bateau transportait 52 personnes tentant de migrer illégalement via les routes maritimes. Parmi eux se trouvaient 29 individus originaires de pays subsahariens, 17 Marocains et 6 Asiatiques. Un communiqué publié par les Forces armées marocaines ajoute que deux autres tentatives de migration illégale au sud-ouest de la côte de Tan-Tan ont été déjouées, impliquant 77 individus originaires de pays subsahariens, asiatiques et marocains. Après leur interception, une première assistance médicale a été fournie aux migrants avant de les remettre aux autorités de sécurité marocaines pour les actions nécessaires.



L'ASSASSINAT D'UN JEUNE ÉGYPTIEN PAR UN GANG DE PASSEURS ALORS QU'IL SE RENDAIT ILLÉGALEMENT EN LIBYE

Des militants ont diffusé sur Facebook la photo d'un jeune homme du centre Tameya, dans le gouvernorat du Fayoum, nommé Mohamed Abdullah Raf Allah Hamidah, qui a été tué par un gang de passeurs alors qu'il voyageait illégalement en Libye. Les militants ont demandé une diffusion rapide de la nouvelle dans les groupes du Fayoum, notamment au Centre Tameya, afin que sa famille puisse recevoir son corps avant qu'il ne soit enterré en Libye, après n'avoir reçu aucune nouvelle à ce sujet. Les militants ont mis en garde les jeunes contre l'aventure de voyager vers l'Italie par des routes illégales, en raison du danger de telles opérations, qui conduisent souvent à des conséquences tragiques telles que la mort aux mains de bandes de passeurs ou la noyade en mer. De nombreux abonnés sur Facebook ont exprimé leur soutien à la famille en deuil et ont partagé la publication pour les aider à leur annoncer la nouvelle et leur apporter leur aide dans ces circonstances difficiles.



LA CHINE REPREND SA COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS-UNIS DANS LA RÉINSTALLATION DES IMMIGRANTS CHINOIS APRÈS SON INTERRUPTION EN RAISON DE LA VISITE DE PELOSI À TAIWAN

Selon un rapport publié jeudi par l'Agence de presse américaine, la Chine a discrètement repris sa coopération avec les États-Unis pour réinstaller les immigrants chinois bloqués illégalement aux États-Unis.

La coopération entre les États-Unis et la Chine en matière de réinstallation a repris dans un contexte d'afflux croissant d'immigrants chinois à travers les frontières sud des États-Unis.

La Chine avait suspendu cette coopération en août 2022 dans le cadre de mesures de rétorsion suite à la visite de Nancy Pelosi à Taiwan, alors présidente de la Chambre des représentants américaine.

Cette décision intervient alors que les États-Unis ont constaté une augmentation du nombre d'immigrants chinois entrant illégalement en provenance du Mexique.

La Chine a reconsidéré cette coopération après que le Département américain de la Sécurité intérieure a annoncé en avril des pourparlers de haut niveau sur cette question.



LE KAZAKHSTAN RENFORCE SON CONTRÔLE SUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS D'ASIE CENTRALE APRÈS L'INCIDENT TERRORISTE DE MOSCOU



Après l'incident terroriste de Moscou en mars, le Kazakhstan a renforcé son contrôle sur les travailleurs migrants d'Asie centrale, notamment les Tadjiks, ce qui a déclenché des protestations en raison d'arrestations et d'expulsions massives. Cette répression ressemble au traitement subi par les travailleurs migrants tadjiks en Russie depuis l'attaque contre l'hôtel de ville de Crocus, qui a entraîné la mort de plus de 140 personnes. Des rapports indiquent que la police kazakhe mène de vastes campagnes d'inspection ciblant les migrants, et 16 Tadjiks et Ouzbeks auraient été arrêtés dans la région d'Oulitau. Les mesures de sécurité comprennent également des inspections dans les centres commerciaux, les marchés et les établissements d'enseignement pour garantir qu'ils sont prêts à faire face à d'éventuelles attaques terroristes.

Augmentation des interceptions de migrants au large de la Tunisie de 22,5% en quatre mois

Les autorités sécuritaires tunisiennes ont enregistré une augmentation des interceptions de migrants tentant de traverser la mer Méditerranée en direction des côtes italiennes au cours des quatre premiers mois de l'année en cours, ces opérations étant en hausse de 22,5% par rapport à la même période en 2023. Du 1er janvier au 30 avril, les garde-côtes tunisiens ont mené 756 opérations d'interception, ayant permis le sauvetage ou l'interception de 21.545 individus, contre 17.576 à la même période l'année dernière.

Selon un communiqué des autorités, 291 corps ont été retrouvés sur des bateaux coulés au cours de la même période, dont la plupart étaient des migrants originaires d'Afrique subsaharienne, alors que 572 corps ont été retrouvés au cours de la même période en 2023.

Les autorités ont indiqué que 21.462 personnes ont été empêchées d'entrer sur le territoire tunisien par les frontières avec l'Algérie et la Libye, contre 5.256 personnes l'année précédente.

Le gouvernorat de Sfax a connu une augmentation des opérations de migration illégale, les autorités ayant empêché 19 457 migrants de traverser, soit une augmentation par rapport aux 15 468 cas de l'année précédente.

Après le discours du président tunisien Kais Saïed en février 2023 condamnant l'arrivée de « hordes de migrants illégaux », les migrants vivant en Tunisie sont confrontés à des conditions de vie difficiles, nombre d'entre eux étant expulsés de leur domicile et de leur emploi.

Selon un accord parrainé par l'Italie, l'Union européenne a signé l'été dernier un accord avec la Tunisie pour fournir une aide financière en échange d'un renforcement des efforts visant à réduire les opérations de départs illégaux.

